

La CGT départementale communique...

Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr

Agenda 2022

Commission Exécutive

UD

- Lundi 10 janvier
- Lundi 14 février
- Lundi 14 mars
- Lundi 11 avril
- Lundi 9 mai
- Lundi 13 juin
- Lundi 11 juillet
- Lundi 12 septembre
- Lundi 10 octobre
- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre



8 novembre 2022

CHS SEVREY : Le personnel obtient gain de cause après un débrayage massif



C'est un mouvement d'ampleur inédite à l'échelle du CHS de Sevrey. Et ils ont obtenu gain de cause avec le transfert semaine prochaine du patient incriminé. L'arrivée d'un patient bien connu, de part son parcours de soin et surtout son passé de violent au sein du Centre Hospitalier de Sevrey avait mis le feu aux poudres. Ce lundi, une centaine d'agents hospitaliers a répondu à l'appel lancé par l'intersyndicale, CGT-FO-CFDT. Une première dans l'histoire du combat syndical sur le site de Sevrey. C'est dire l'ampleur de la mobilisation et de la grogne sociale autour de la présence de ce patient dont les actes passés ont laissé un goût amer.

En 2007, les soignants avaient déjà été agressés par ce patient, avant qu'il soit transféré vers l'hôpital du Vinatier dans le Rhône. En 2014, son retour à Sevrey avait été ponctué par un accident hors norme, nécessitant l'intervention des gendarmes et l'arrêt de travail de plus d'une dizaine de soignants. "C'était apocalyptique" confie des soignants, se remémorant ce douloureux épisode, où à chaque fois le patient, mesurant plus de 2 mètres pour 160 kilos "met en danger patients et soignants".

Alors lorsque l'individu en question a été annoncé en terme d'arrivée, c'est bien un feu de paille qui a traversé le CHS de Sevrey. "Par solidarité vis à vis du service, on ne pouvait pas laisser passer". Une mobilisation qui a trouvé un écho favorable également au sein de la direction.

Finalement, mis à l'écart pour le bien de tous, et nécessitant une hospitalisation dans une unité de soins pour cas difficile, le patient en question sera transféré vers le Rhône le 15 novembre. Une vraie satisfaction saluée par tous les agents hospitaliers ce lundi.

9 novembre 2022

Territoriaux de Gueugnon : Congés perdus, la colère des agents municipaux

Au 1er janvier 2022, le personnel municipal perdra le bénéfice de vieux accords locaux, notamment sur les congés payés. Ce mardi, 130 agents ont manifesté afin d'obtenir la garantie de compensation. Mais la rencontre avec le maire Dominique Lotte n'a pas débouché sur des engagements fermes.



« Travailler plus pour toucher la même chose ? C'est inadmissible ! » Ce mardi matin, 130 agents municipaux battaient le pavé à Gueugnon, en réaction à la suppression programmée de congés à compter du 1er janvier 2022. Dix jours ? Douze jours ? La perte de repos est à la hauteur d'accords locaux noués au sein de la collectivité au début des années 80. Ceux-ci seront rendus caduques par la mise en oeuvre de la Loi de transformation de la fonction publique. Si beaucoup ont déjà fait le deuil de ces vieux avantages, les manifestants réclament désormais des mesures compensatrices.

Arrêt devant l'Hôtel de ville, blocage du carrefour du foyer : l'imposant cortège a créé quelques perturbations dans les rues du centre-ville, avant d'honorer le rendez-vous donné par le maire au Hall des expositions. « À propos de cette loi, la Ville de Gueugnon n'a rien demandé. Elle s'impose à vous, comme à nous et à toutes les collectivités locales », a concédé Dominique Lotte. Ce dernier a prévenu : « Si l'on prend des décisions non conformes à la règle, l'État ne manquera pas de revenir dessus. »

Dès lors, le personnel attendait quelques propositions de la municipalité afin de rendre la pilule moins amère. En réponse, le maire a donné quelques pistes de réflexion : « Cela pose la question du temps de travail, du régime indemnitaire, des mutuelles et de la pénibilité. Mais tout ça reste à construire. »

Avec, comme première étape, le comité technique du 16 novembre. « Aujourd'hui, nous assistons à l'agacement de l'ensemble des agents. Cela fait six mois que nous sommes en discussion, et nous attendons toujours des engagements fermes de l'employeur », s'impatiente Yannick Segaud, délégué des agents territoriaux à la CGT. Celui-ci n'écarte pas la reconduction d'une journée de grève d'ici au 30 novembre. Ce mardi, 70 à 80 % des agents municipaux n'ont pas pris leur poste de travail, d'où la fermeture de nombreux services municipaux.

12 novembre 2022

LDC LOUHANS : Les salariés encartés Cgt à leur tour en grève chez LDC

Dénonçant les conditions salariales de l'entreprise, les salariés du groupe LDC, encartés CGT, se sont réunis, ce vendredi à 11 heures afin d'exprimer leurs revendications. Plus d'une centaine de personnes étaient attendues, une semaine après une autre grève organisée par les syndicats FO, CFDT et UNSA.

Une centaine de salariés encartés CGT (Confédération générale du travail) étaient attendus ce vendredi devant l'entreprise LDC afin de protester contre leurs conditions salariales. Le but : faire entendre leurs revendications afin d'obtenir une revalorisation de leurs coefficients de salaire qui, par conséquent, serait synonyme d'augmentation.

« Cela fait six mois que nous préparons cette grève. Les salariés nous ont demandés une journée de grève le 12. C'est une semaine importante car il y a déjà un jour férié dedans. Cela fait donc quatre jours sans abattage, ce qui fait perdre de l'argent à l'entreprise, ce qu'on voulait pour qu'ils nous entendent », explique tout d'abord Corinne Bride, déléguée syndicale CGT (salarié à la production) avant de revenir sur leurs objectifs. « Nous voulons une augmentation de 2 % immédiatement et une classification des coefficients qui, à l'heure actuelle, sont en dessous des minimas sociaux. Les samedis fériés sont un peu payés à la tête du client également donc nous voulons rétablir tout ça. »

• Une grève à contre-courant

Cette nouvelle grève survient une semaine après la première réalisée par l'intersyndicale (dont Force ouvrière, la Confédération française démocratique du travail ainsi que l'Union nationale des syndicats autonomes). Une grève qui a conduit, notamment, à une revalorisation des coefficients. « Ils n'ont obtenu que des petites revalorisations. Mais cela ne correspond pas aux minimas sociaux. C'est pour ça que nous continuons le combat. Ils ont eu une prime PEPA (prime exceptionnelle de pouvoir d'achat, N.D.L.R.) de 220 euros mais nous, nous ne demandons pas à être



récompensés mais plutôt que notre travail soit reconnu à notre juste valeur », insiste Corinne Bride. Chose impensable selon Michel Michaud, délégué syndical chez Force ouvrière. « La CGT n'a pas voulu se rallier à l'intersyndicale du groupe. Nous, nous avons souhaité revoir l'accord de classification des coefficients. Par exemple, pour un conducteur de machine, nous avons réussi à obtenir un coefficient de 155 alors que la CGT voudrait pousser jusqu'à 170, ce qui n'est pas possible. »

18 novembre 2022

Territoriaux de Gueugnon : « Des gens se sont battus pour ces acquis, il faut les conserver »

La journée de jeudi a été marquée par une nouvelle mobilisation des agents municipaux, majoritairement en grève. Malgré quelques voix discordantes et des services perturbés, la population semble soutenir ce mouvement de contestation.

À la sortie de l'école Pasteur, il y a foule en ce jeudi midi. Avec la grève des agents municipaux, la cantine est restée fermée. Dans le jus, les parents viennent tous récupérer les enfants. « Il a fallu courir à l'école maternelle des Gachères et revenir ensuite ici pour récupérer la plus grande. C'est un peu la course oui. C'est une autre organisation, explique Franck Boucho, père de deux enfants. Mais celui relativise les désagréments causés par ce mouvement social : « ça tombe bien, je travaillais de nuit donc j'ai pu récupérer les filles. Sinon aurait fait appel aux papys mamys. » Et quand les parents travaillent, il y a également les nounous qui arrivent à la rescousse. À l'image d'Isabelle Brigaud.



« Les parents des enfants que je garde ne travaillent pas dans le coin », explique-t-elle, alors que la situation ne fait, manifestement, pas que des malheureux. « Les enfants sont contents de manger chez moi, ils préfèrent ma cuisine à la cantine ». Sylvie Dautun est dans le même cas de figure : « je récupère deux enfants pour midi et je garde un peu plus longtemps une petite parce que sa maman sort du travail et elle est bloquée derrière la manifestation. On se met à la place des grévistes. Ils ont des revendications, c'est normal ».

En milieu de matinée, 130 agents avaient investi les rues du centre-ville, pour une deuxième journée de mobilisation après celle du 9 novembre. Avec la mise en oeuvre de la Loi sur la transformation de la fonction publique, ceux-ci peuvent perdre dix jours de congé annuel. Les discussions sont toujours en cours avec les élus et la direction. Aussi, ce combat ne laisse pas insensible la population croisée dans les allées du marché hebdomadaire. Alors que le cortège s'approchait au son des sifflets, beaucoup soutenaient la démarche. Il faut bien qu'ils se défendent. Cette grève n'a pas d'impact dans ma vie quotidienne. », observait Paulette Lauverger, 85 ans. « Ils font grève pour les jours qu'on veut leur enlever. Mais ce qui est acquis doit rester acquis » insiste Pascal Jacquet, jeune retraité. À partir du moment où on en enlève, forcément, ce n'est pas bon.

Des gens se sont battus à l'époque pour ces acquis. Il faut les conserver et que les jeunes se battent ». Toutefois, il y avait également quelques voix discordantes, à l'image d'Annie Rameau, 68 ans. « J'ai été très longtemps dans la fonction publique et on y est très favorisé. Maintenant, c'est normal qu'on uniformise les temps de travail. Ces acquis, on a du mal à revenir dessus, mais cela se justifie. Il n'y a pas de raison qu'ils travaillent moins que les autres. Tout le monde doit être à égalité. »

19 novembre 2022

Michelin Blanzay : grève à Michelin, un atelier à l'arrêt

Une trentaine de salariés a répondu à l'appel lancé par la CGT ce vendredi avec une ambition forte : la hausse des salaires. « Nous sommes condamnés à fournir toujours plus d'efforts sans jamais avoir en retour. » Ce vendredi matin, à 11 h, une trentaine de salariés du site de Michelin Blanzay ont répondu à l'appel lancé par la CGT, syndicat non-majoritaire. Les grévistes revendiquent une revalorisation des salaires. « J'ai 34 ans de boutique, je suis payé 1 900 €, lance Serge Allegre, élu au CSE. L'évolution salariale est très faible. Vous les jeunes qui rentrez en touchant 1 400 ou 1 500 €, voyez le peu que vous pouvez gagner à la fin ! »

• Il y aura deux autres manifestations

Lors de cette manifestation, premier volet d'un triptyque (les autres sont prévues les 3 et 17 décembre), la CGT a affiché clairement son plan de bataille. « Nous demandons 450 € par mois supplémentaires pour l'ensemble des 19 000 salariés de Michelin », annonce Nicolas Duch, élu CGT. « Cette somme, avec l'ensemble des cotisations sociales, représente une enveloppe de 177,84 millions d'euros. Comparée aux 666 millions touchés par les actionnaires en 2019 et les 357 touchés en 2020, elle peut largement être financée. »

Bien qu'ils n'étaient qu'une trentaine à participer à ce « barbecue fraternel », les élus de la CGT affirment que le mouvement a été bien suivi en interne. « Aujourd'hui, l'atelier Z (production de mélange des gommés, N.D.L.R.) est à l'arrêt », assure Nicolas Duch alors qu'un CSE extraordinaire a justement eu lieu sur le site le matin même, évoquant l'avenir de cet atelier au centre de l'actualité. « Il faut faire comprendre à la direction que le travail, c'est fait pour vivre, pas pour survivre. »

17 Vendredi matin, un CSE extraordinaire a eu lieu à Michelin Blanzay. Le transfert de l'atelier de fabrication des mélanges dits "Z" du site de Troyes à celui de Blanzay a été validé. Les 114 postes ne devraient en revanche pas être transposés tel quel dans le bassin minier. Selon la CGT, il a été prévu l'arrivée de 17 personnes sur deux ans.



18 et 19 novembre 2022

L'Union Départementale CGT de Saône et Loire a tenu son Congrès les 18 et 19 novembre à Saint-Sernin du Bois. Durant ces deux jours, les syndicats du département ont abordé les orientations notamment sur la syndicalisation, sur l'unité et le rassemblement dans la CGT : « Les attaques viennent de toutes parts, que ce soit dans la fonction publique ou pour le privé, donc très vite nous allons nous mettre en ordre de bataille pour aller contre ces réformes... » a expliqué Alain Gaillard lors de la conférence de presse donnée à l'issue du Congrès départemental.

Des réformes, selon le secrétaire général, qui emmènent encore un peu plus les salariés et les citoyens dans la misère.



Élu par la commission exécutive, Alain Gaillard repart pour un nouveau mandat à la tête de l'Union départementale CGT.

Durant ces deux jours de travail, les syndicalistes ont abordé plusieurs thèmes : « Les revendications de la CGT sont claires et connues de tous, il s'agit d'une revalorisation du SMIC à 2 000€ brut, c'est une priorité pour les français, pour celles et ceux qui ont la chance de travailler. La seconde revendication forte chez la CGT, c'est le temps de travail, on est reparti sur une campagne pour un temps de travail à 32 heures, pour partager le travail, ça devient une nécessité, car beaucoup de personnes aujourd'hui sont exclues du monde du travail, alors que les entreprises sont productives... ».

Autre revendication forte : l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Un combat que l'UD 71 entend mener sur l'ensemble du département et sur ces trois nouvelles années, pour ramener une égalité sur les salaires dans les différentes professions, mais pas que... la CGT entend bien s'insurger contre les différentes violences faites aux femmes.

« On a une belle feuille de route devant nous, avec de vraies revendications à faire partager avec les travailleurs et citoyens, à nous de bien travailler ensemble pour les mettre en oeuvre rapidement...» a dit Alain Gaillard élu par sa commission exécutive et pour trois ans à son poste de secrétaire général de l'Union départementale de Saône-et-Loire : « C'est une grande fierté pour moi d'être élu à l'occasion de ce Congrès départemental, puisque la vie démocratique de notre syndicalisme passe par les Congrès. Aujourd'hui les syndicats de Saône-et-Loire ont élu à l'unanimité la commission exécutive, l'instance dirigeante de la CGT en Saône-et-Loire, oui je suis fier d'avoir la confiance de la commission exécutive qui m'a réélu...»



Journées d'action à venir

Journée de mobilisation des retraités le 2 décembre

- Chalon-sur-Saône : rassemblement à 10h Place de Beaune

Journée de mobilisation de la santé et action sociale le 7 décembre

- Chalon-sur-Saône : rassemblement à 14h30 Maison des syndicats
- Montceau-les-Mines : rassemblement à 14h30 devant la Mairie

Formations syndicales départementales 2022

Du 5 au 7 janvier

Lutter contre les violences sexistes et sexuelles à Chalon

Les 20 et 21 janvier

Journées d'étude sur la nouvelle CSSCT au Creusot

Jeudi 24 février

Combattre les idées d'extrême droite

Du 7 au 11 mars

Formation CSE au Creusot

Du 14 au 18 mars

Formation Défenseur syndical

Du 4 au 8 avril

Formation CSSCT au Creusot

Du 26 au 30 septembre

Formation CSE au Creusot

Du 10 au 14 octobre

Formation de formateurs au Creusot

Du 17 au 21 octobre

Formation Conseiller du salarié au Creusot

Du 21 au 25 novembre

Formation CSE au Creusot

Du 19 au 23 décembre

Formation Niveau 2 1^{ère} partie au Creusot